

مباراة ولوج سلك التكوين الأساسي للمدرسة الوطنية العليا للإدارة

Concours d'accès au cycle de formation initiale
de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Administration

دورة 2016
Session 2016

اختبار 3

Epreuve 3

دراسة حالة

Etude de cas

يحتوي هذا الملف على 7 صفحات.

تذكير هام:

يمكن للمتشحين والمترشحات أن يحرروا هذا الاختبار باللغة العربية أو الفرنسية.

Rappel important :

Les candidats peuvent rédiger cette épreuve en langue arabe ou en langue française, selon leur choix.

DATE: 27 novembre 2016

التاريخ : 27 نونبر 2016

DUREE: 4

المدة: 4 ساعات

COEFFICIENT : 4

المعامل: 4

Que décider ?

La ville (A) est le chef-lieu d'une province de 650 000 habitants environ, dont 35% vivent en milieu rural. Le taux d'évolution global de la population de la province affiche une diminution de 2% à cause de la migration vers les autres provinces. Les populations jeunes et adultes prédominent à hauteur de 60%. Elles ont connu une évolution respectivement de 1% et 4%.

En 2014 et 2015, le revenu par habitant a connu une croissance annuelle moyenne de 1,9%. Cette performance reste essentiellement dépendante du secteur primaire, au détriment du secteur secondaire.

La population active de la ville (A) représente 45% de la population totale. Actuellement, elle souffre d'un taux de chômage d'environ 29%, un peu plus élevé que la moyenne nationale. La moitié des personnes en situation de chômage est constituée de jeunes diplômés.

D'ailleurs, la ville est appelée à mettre en œuvre les recommandations de la stratégie relative à l'intégration des jeunes diplômés dans le marché de l'emploi. Ce marché est aujourd'hui très limité. Les responsables et acteurs politiques de la municipalité ont besoin d'attirer plus d'entreprises et d'investissements sur leur territoire, car cette attractivité est seule en mesure de dynamiser le marché du travail.

La situation n'est guère différente dans les autres villes de la province, excepté à Mazar où le Ministère chargé de l'Industrie projette de réaliser une zone industrielle très importante. Cette action s'inscrit dans le cadre du prochain plan de développement 2017- 2020, suite à l'effort déployé par les pouvoirs publics pour couvrir l'ensemble du territoire national en zones industrielles.

Il s'agit en fait d'un programme d'aménagement d'un site industriel de 19 hectares répartis en 126 lots et qui sera réalisé dans le cadre du programme national de l'aménagement des zones industrielles. Ce plan couvrira toutes les demandes d'implantation d'unités industrielles équipées et opérationnelles.

La ville (A) ne dispose pas de zone industrielle ni de terrains qu'elle pourrait mettre à la disposition des promoteurs et des investisseurs intéressés. Par contre, il existe dans les zones périphériques de la ville A de nombreux terrains nus appartenant à des particuliers ou à des agences immobilières.

L'ancienne équipe municipale avait chargé le bureau d'études « Urba-Ville-Aménagement » (U.V.A.), spécialisé en matière de planification urbaine, d'établir un projet de Schéma Directeur de la ville.

Entre temps, les élections municipales de février 2015 ont amené à la tête de la ville (A) une nouvelle équipe qui, pour des raisons diverses, a renoncé au processus d'élaboration dudit schéma.

Non loin de la ville (A) se trouve la ville de Mazar qui dispose d'une infrastructure aéroportuaire et portuaire développée. L'aménagement de la zone industrielle de Mazar et le prix relativement bas des terrains exercent une forte attraction sur les sociétés industrielles installées dans la région. Parmi celles-ci, la Société des Produits Pharmaceutiques (SPP), dont les produits sont distribués dans tout le pays et à l'étranger, manifeste un grand intérêt pour la nouvelle zone industrielle de Mazar.

Actuellement, le siège de cette société ainsi que ses locaux de production sont situés en plein centre de la ville (A). La SPP est considérée comme la plus grande entreprise de la ville, employant près de 1350 personnes. Elle constitue l'une des sources fiscales les plus importantes de la municipalité (près de 28% de recettes fiscales totales).

Depuis les trois dernières années, la SPP voit progressivement ses coûts de production s'envoler, ses profits se réduire et sa capacité compétitive s'affaiblir. En effet, depuis un certain temps, la SPP doit faire face à deux difficultés majeures :

- la première tient au contexte économique moins favorable et à la conjoncture générale du marché mondial qui l'incite à la révision de sa stratégie globale. Confrontée au problème d'exiguïté des locaux, elle a d'abord besoin de plus d'espace pour réaliser le surplus de production envisagé. La satisfaction de cet objectif est en outre liée à la nécessité de rénover le matériel et l'outil de fabrication. Et, pour demeurer compétitive, la société doit également procéder à une diversification de sa production, réduire significativement les coûts de transport, gagner en productivité, améliorer la visibilité des commandes et étendre son département de Recherche Développement (R & D). Toutes ces activités nécessitent la construction d'un nouveau site de fabrication dans la future zone industrielle.

En outre, parmi les objectifs de son plan d'affaires, et conformément aux normes internationales de production, la SPP compte « renforcer la capacité à fabriquer des produits pharmaceutiques abordables et de grande qualité parmi les médicaments essentiels; contribuer à améliorer les résultats en matière de santé et, par conséquent, générer des bénéfices économiques directs et indirects ».

- la seconde difficulté s'explique par le fait que les habitants des quartiers limitrophes commencent à réagir face aux nuisances engendrées par l'activité de la société. Les réseaux sociaux ont fait état, à plusieurs reprises, du mécontentement de la population et de son inquiétude.

Partant de cette situation et saisissant l'occasion de l'ouverture prochaine de la nouvelle zone industrielle de Mazar, le Directeur Général de la SPP adresse à la ville (A) un mémorandum. Il y souligne l'intention de sa société de quitter la ville pour aller s'installer dans la zone industrielle de Mazar, à moins que la ville n'accepte de mettre à sa disposition un terrain de deux hectares entièrement aménagé, situé de préférence à l'Est de la ville, à proximité de l'autoroute.

Le Président du Conseil communal de la ville (A) réunit alors le Conseil en session extraordinaire pour étudier la proposition faite par le Directeur Général de la SPP et envisager les solutions qui s'imposent.

En votre qualité de conseiller(e) du Président du Conseil de la ville (A), vous êtes chargé(e), en vous appuyant sur les documents ci-après, de rédiger une note à l'attention du Président du Conseil communal, visant à l'éclairer sur les options qui s'offrent à la ville pour répondre à la demande de la société en question.

بصفتك مستشارا لرئيس المجلس الجماعي للمدينة "أ"، يطلب منك، استنادا إلى الوثائق أدناه، تحرير مذكرة موجهة لرئيس المجلس الجماعي تبين فيها الخيارات المتاحة أمام المدينة للجواب عن الطلب الذي تقدمت به الشركة المذكورة.

Documents d'appui

Fiche 1 : relative à la création de la nouvelle zone industrielle de Mazar

- La nouvelle zone industrielle de Mazar est créée grâce à l'effort consenti par les autorités publiques dans le cadre du Plan National de l'Aménagement des Zones Industrielles ;
- Dans ces zones, le coût et la gestion est réparti entre l'Etat et les sociétés qui choisissent de s'y établir. Les terrains industriels sont équipés et opérationnels ;
- Le site industriel répond à toutes les demandes d'implantation d'unités industrielles ;
- Le prix du terrain industriel est donné à titre indicatif et peut subir des modifications selon les décisions des aménageurs.

Fiche 2 : l'industrie pharmaceutique dans le pays

L'industrie pharmaceutique constitue la deuxième activité chimique du pays et occupe une place importante à l'échelle du continent africain. Cette industrie possède un grand potentiel de développement grâce à de forts atouts:

- 50 ans d'expérience ;
- des entreprises certifiées produisant aux normes de qualité européennes et/ou américaines ;

- une capacité de production dépassant les 400 millions d'unités en un shift (session de production de 8 heures) ;
- l'adoption du code de la couverture médicale de base mettant en place l'Assurance Maladie ;
- l'adoption d'un nouveau code des médicaments et de la pharmacie prévoyant la libéralisation du capital social des entreprises pharmaceutiques.

Les laboratoires sont répartis en trois catégories :

- les filiales de multinationales ne disposant pas de site de production sur place ;
- les entreprises mixtes qui représentent des filiales de multinationales tout en fabriquant leurs propres médicaments ;
- les entreprises fabriquent leur propre palette de médicaments génériques.

Fiche 3 : les réactions (extrait des réseaux sociaux) Où va la SPP ?

« Pour les clients des pharmacies de la ville (A), la SPP est sans doute la meilleure illustration de la politique qui vise la couverture des besoins de notre pays en produits pharmaceutiques.

De plus, elle a aidé la ville (A) à réduire le taux de chômage. Le problème de l'emploi a longtemps éclipsé le caractère dangereux des activités de la SPP sur l'environnement.

Tenus par la loi du silence, les riverains de l'usine ont décidé depuis quelques mois de passer à l'action. Entre la SPP et la population de la ville (A), il semble donc que ce soit la fin d'une époque. Aujourd'hui, il n'est plus possible de taire les nuisances causées par les activités de la SPP. Pour les riverains qui ont choisi de faire le siège de la municipalité, seul le départ de la société du centre ville est la véritable solutionAffaire à suivre ».

Fiche 4 :

Estimations de la rentabilité des investissements de la SPP établies par la ville (A).

-
- Emplois nouveaux au bout de 5 ans : 1000 emplois ;
 - Masse salariale supplémentaire par mois : 300 000dh
 - Recettes fiscales dans 5 ans : 5 000 000dh
 - Loyer annuel des terrains industriels : 360 000dh
-

Fiche 5 :

Hypothèse de mise à disposition du terrain au profit de la SPP

Coût d'aménagement du terrain (en dhs).

- Rachat du terrain aux propriétaires : 3 000 000
- Travaux d'adduction de l'eau : 300 000
- Travaux de branchement de l'électricité : 300 000
- Travaux de terrassement : 200 000
- Construction d'un pont : 5 800 000

Total : 9 600 000

Le projet permettra d'éviter la mise en chômage de presque un millier de personnes.